

FEDERATION
GENEVOISE **60**
DE COOPERATION ANS

Mettons le monde en mouvement

RAPPORT ANNUEL
DE LA FÉDÉRATION GENEVOISE
DE COOPÉRATION

2025



Sommaire

3 LA FGC EN BREF

4 L'ÉDITORIAL DE LA PRÉSIDENTE ET DE LA SECRÉTAIRE GÉNÉRALE



6 LA FGC EN 2025

- 7 Première année du « Programme stratégique 2025-2028 »
- 8 La FGC visite dix projets en Ouganda
- 9 Amérique latine et Caraïbes : soutien des collectivités publiques genevoises
- 12 Publication du guide sur la capitalisation des expériences
- 13 Partage des savoirs : les points forts 2025
- 14 Une 8^e saison d'« Esprit solidaire » sur Léman bleu
- 15 Le Secrétariat de la FGC en 2025



16 LES PROJETS FINANCÉS PAR LA FGC EN 2025

- 17 Trois plans d'action et 144 projets financés en 2025
- 18 Des projets menés sur quatre continents
- 24 La contribution des projets à la réalisation des ODD

- 26 Renforcer la résilience des communautés face au changement climatique au Népal
- 27 Sensibiliser à la gestion de l'hygiène menstruelle dans des écoles au Sénégal
- 28 Renforcer l'autonomie des femmes par l'artisanat et l'agriculture biologique au Brésil
- 29 Formation professionnelle et création d'opportunités pour les jeunes en Ouganda
- 30 Atelier d'échanges sur l'émancipation des femmes rurales au Bénin
- 31 Exposition sur la migration : « Toutes les routes mènent à Lancy »



32 INFORMATIONS INSTITUTIONNELLES

- 33 Renouvellement d'accords-cadres en vue de la période 2025-2028
- 34 Vers une culture commune au sein du FEDERESO
- 35 Liste des instances
- 36 Les contributions reçues en 2025
- 37 Le bilan et les comptes d'exploitation
- 40 Les 59 organisations membres de la FGC
- 42 Liste détaillée des organisations membres

← **Photo de couverture** : Au Népal, la collecte d'eau de pluie au sein des écoles offre aux élèves un accès à une eau de qualité. Un projet soutenu par l'IRHA avec ses partenaires locaux vise à renforcer la résilience des communautés rurales face au changement climatique et à restaurer les écosystèmes (*lire en page 26*). © Kanchan Nepal, 2024

La FGC en bref

LE SENS DE NOS ACTIONS

Lutter contre
la pauvreté
et les inégalités

Promouvoir
un monde solidaire
et durable

Favoriser
l'équité et l'égalité
de genre

NOS MISSIONS

SOUTENIR la conception de projets de développement et assurer leur suivi



+120 projets / an
+4 millions bénéficiaires / an¹
dans le Sud global

INFORMER la population genevoise des enjeux globaux (audience totale)



+1,5 million personnes / an²

¹ Les plans d'action ont défini de nouveaux objectifs qui touchent un plus grand nombre de bénéficiaires que lors de la période quadriennale précédente.

² Ce chiffre représente l'audience globale atteinte par la FGC notamment grâce aux médias (émission *Esprit solidaire* sur Léman Bleu et pages spéciales dans la *Tribune de Genève*), au site web et aux événements.

ENCOURAGER le partage d'expérience et les formations entre les membres



+450 participant-e-s / an

MOBILISER des fonds auprès de 28 collectivités publiques (DDC, État et Ville de Genève, 25 communes genevoises) pour financer nos missions



UN BUDGET DE

+14 millions / an

UNE FAÏTIÈRE QUI CRÉE DU LIEN ENTRE LA SUISSE ET LES PAYS DU SUD

59

ORGANISATIONS
MEMBRES

Ses organisations membres actives à Genève dans la solidarité internationale soutiennent des projets menés avec leurs partenaires en Afrique, en Amérique latine et en Asie, aux côtés des populations vulnérables.

La coopération internationale, un investissement dans la stabilité mondiale



Dominique Rossier, présidente
Catherine Schümperli Younossian, secrétaire générale

En 2025, la coopération internationale s'est déployée dans un climat d'incertitude et de tension. Les crises multiples (sociales, climatiques, géopolitiques, budgétaires) ont continué d'aggraver les vulnérabilités au Sud comme au Nord. Pourtant, cette période a aussi mis en lumière la force de la solidarité : celle de femmes et d'hommes qui, de Genève aux trois continents sur lesquels nos projets sont menés, transforment les réalités sur le terrain par des initiatives collectives et continuent de croire que la coopération au développement est un facteur de stabilité et de paix.

À l'échelle genevoise, la Fédération genevoise de coopération (FGC) a poursuivi en 2025 sa mission essentielle : soutenir 129 projets de développement et trois plans d'action conduits en étroite collaboration entre ses organisations membres et leurs partenaires locaux. Ensemble, ils ont contribué à améliorer les conditions de vie de plus de 4 millions d'hommes, de femmes, de jeunes et d'enfants. Au fil des pages suivantes (*pages 26 à 31*), six projets sont présentés dont les impacts sont tangibles. Citons celui du Népal, où la restauration d'étangs et la reforestation ont permis à des villages entiers de rétablir leurs ressources en eau ; ou encore au Bénin, où à l'occasion d'un atelier réunissant vingt organisations africaines, un plaidoyer commun pour l'émancipation des femmes rurales a été formulé et présenté aux autorités locales. Ces exemples illustrent la portée transversale de la coopération : en agissant localement, elle contribue à des changements structurels durables.

La FGC a également intensifié ses efforts en matière de capitalisation des expériences par la publication d'un Guide permettant aux organisations d'être soutenues dans cette démarche (*lire en page 12*). Les initiatives de partage des savoirs, les cafés-débats et la Plateforme souveraineté alimentaire ont démontré la vitalité d'un réseau d'apprentissage collectif centré sur la qualité et l'efficacité de l'aide. En matière d'information, les activités du Secrétariat et les neuf projets des OM ont permis de toucher une audience de plus de 1,5 million de citoyennes

et citoyens¹ offrant des illustrations concrètes des projets réalisés ainsi qu'une réflexion sur les enjeux mondiaux.

Plus que des chiffres, ces résultats témoignent de la pertinence des actions menées sur le terrain, de l'importance d'un travail en réseau fondé sur le partage des savoirs et de la nécessité de communiquer sur les résultats obtenus. Cela bien qu'il soit souvent complexe de démontrer en quelques indicateurs quantitatifs, les nouvelles opportunités dans le domaine de l'éducation, de la santé, de l'accès à l'emploi ou de la promotion de l'agroécologie, qui ont pu s'ouvrir grâce aux projets soutenus. Sans compter que les exigences en matière de redevabilité ne cessent de croître, absorbant de coûteuses ressources (humaines, en temps de travail, financières et informatiques).

Par effet miroir, des études récemment publiées démontrent les effets dévastateurs des coupes budgétaires décidées dans plusieurs pays donateurs, dont celles d'Usaid. Ces recherches rappellent combien les politiques d'aide ont des effets directs sur les vies humaines et soulignent que les réductions entraînent la fermeture de programmes de santé communautaire, la suspension d'initiatives pour l'éducation des filles et l'affaiblissement d'ONG locales travaillant sur la sécurité alimentaire, notamment en Afrique de l'Est et en Amérique latine. Ces effets en chaîne démontrent ce que les actrices et acteurs de terrain savent depuis longtemps : lorsque la solidarité internationale se contracte, les inégalités s'étendent, et les progrès accomplis sur les Objectifs de développement durable s'effritent en quelques mois.

La coopération n'est ni un luxe ni un devoir moral ! C'est un investissement dans la stabilité mondiale. Les coupes budgétaires dans la coopération internationale doivent nous rappeler la responsabilité partagée de préserver cet espace d'action.

À Genève, la confiance durable des collectivités publiques (Canton, Ville et communes partenaires), ainsi que le soutien de la DDC demeurent le socle qui permet à nos organisations membres d'agir au plus près des communautés. Leur engagement constant montre qu'une solidarité locale, bien ancrée, peut compenser partiellement les reculs internationaux et maintenir ouvertes les voies de l'avenir.

En 2025, les défis n'ont pas manqué ; mais partout, la coopération a prouvé son impact concret sur la dignité, la santé, l'éducation et les droits. En cette période charnière, réaffirmer la valeur de cette action collective est plus que nécessaire : c'est une condition pour construire un monde où l'interdépendance sera synonyme de responsabilité, et non de repli. Nous le démontrerons aussi tout au long de l'année 2026 à l'occasion du 60^e anniversaire de la FGC. ■

1 Ce chiffre représente l'audience globale atteinte par la FGC en 2025.



n1su

LA FGC EN 2025

Photo : des paysannes des hauts plateaux andins en formation sur les droits des femmes au Pérou, dans le cadre d'un projet soutenu par EFI.

© EFI/Flora Tristan

Première année du « Programme stratégique 2025-2028 »

Parmi les axes de travail de l'année 2025, la poursuite de plusieurs chantiers qui courent sur l'ensemble de la période.

2025 marque l'ouverture d'une nouvelle période quadriennale dans un contexte de bouleversements mondiaux et de restrictions budgétaires. Durant l'année, plusieurs dossiers ont mobilisé la FGC :

- **Publication du *Programme stratégique 2025-2028*** : publié en avril, il présente les défis auxquels la FGC fait face dans un contexte de crises, d'évolution de la coopération internationale et de fortes tensions sur les budgets de la coopération au développement. Il détaille les objectifs et les résultats attendus dans ce nouvel environnement.

- **Réforme du financement des projets** : les coupes opérées en 2025 et celles annoncées pour les années suivantes, accompagnées d'une augmentation des montants par projet demandés par les organisations membres (OM), ont nécessité de repenser le système de financement. Les mesures adoptées s'articulent sur trois niveaux : une réduction du quota annuel par OM, une réduction du montant par projet et une augmentation progressive des taux de cofinancement.

- **Amérique latine et Caraïbes** : dans le cadre de la Stratégie de la coopération internationale de la Suisse 2025-2028, l'utilisation des fonds fédéraux pour les ONG a été conditionnée au respect de régions

prioritaires. Cette exigence entraîne un retrait progressif, mais drastique, de l'utilisation des fonds de la DDC pour les projets en Amérique latine. Face à cette situation, la FGC a mené un important travail de plaidoyer, notamment lors de sa Conférence annuelle, afin que les collectivités publiques genevoises lui laissent plus de flexibilité pour financer les projets sur ce continent (*lire en page 9*).

- **Code de conduite pour la prévention contre les abus de pouvoir et les irrégularités** : dans ce document, la FGC s'engage à respecter et à faire respecter de hauts standards de conduite et d'intégrité dans le but de protéger les bénéficiaires des projets ainsi que les collaboratrices et les collaborateurs de la Fédération et des OM. Le Code de conduite couvre de nombreux domaines comme le *mobbing*, le harcèlement psychologique et sexuel, l'exploitation et les abus sexuels, la corruption et la fraude, les conflits d'intérêts, etc. Il est assorti d'un mécanisme de signalement des abus.

- **Modernisation des outils de gestion** : le déploiement des outils de gestion s'est poursuivi en 2025, avec l'ouverture du portail des OM. Celui-ci donne la possibilité d'obtenir en temps réel des informations sur le financement des projets, leur analyse et leur suivi. ■

La FGC visite dix projets de développement en Ouganda

En mars 2025, un voyage de terrain a permis de visiter des projets cofinancés par la FGC dans les domaines de la santé, de l'agroécologie et du renforcement des compétences au sens large.

Durant deux semaines, la secrétaire générale de la FGC, l'une des coordinatrices de projets de développement et la chargée de communication ont visité dix projets portés par quatre organisations membres de la FGC : Eirene Suisse, FH Suisse, Omoana et Rise Uganda. Les thématiques couvertes ? La résilience des communautés par l'agroécologie ; l'accès à la justice pour les femmes, les filles et les victimes de la guerre civile ; la réintégration dans la société de jeunes vivant avec le VIH et d'ancien-ne-s enfants-soldat-e-s, ainsi que les soins en santé mentale qui leur sont proposés ; mais également le renforcement des compétences des jeunes et la promotion de l'école inclusive ainsi qu'un meilleur accès à la santé menstruelle pour les jeunes filles.

De nombreuses rencontres avec les partenaires de terrain et les bénéficiaires des projets ont permis de confirmer leur impact pour améliorer les conditions de vie et de santé des populations concernées.

La mission a mis en évidence deux points essentiels pour la réussite des activités et le renforcement d'une coopération pilotée localement : l'importance de l'ancrage des partenaires locaux dans les communautés et de l'implication des autorités. Les objectifs d'autonomisation économique des



La gérante d'une échoppe ouverte suite à une formation professionnelle et à l'entrepreneuriat. Ce projet soutenu par Eirene Suisse vise à faciliter la réintégration de survivant-e-s de la guerre civile dans le nord de l'Ouganda. © Catherine Dubouloz Chantre

participant-e-s, la prise en compte des inégalités de genre et des vulnérabilités spécifiques sont apparus comme des aspects essentiels de développement, particulièrement dans le contexte post-conflit ougandais. Enfin, la visite a mis en exergue l'engagement fort et le dynamisme remarquable des partenaires sur le terrain. ■

Amérique latine et Caraïbes : soutien des collectivités publiques genevoises

La Conférence annuelle 2025 a mis en lumière l'impact des projets soutenus dans le sous-continent. Un argumentaire expliquant leur importance a été présenté aux collectivités publiques qui financent la FGC.

Le 23 septembre 2025, la FGC a présenté aux collectivités publiques partenaires de la Fédération l'argumentaire en faveur du financement des projets de développement menés par ses organisations membres (OM) en Amérique latine et dans les Caraïbes. Cette rencontre annuelle a réuni plus de 100 participant-e-s autour d'une table ronde et d'un parcours interactif articulé en quatre pôles thématiques permettant de découvrir différents projets. Les ateliers ont abordé plusieurs enjeux majeurs : la lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire, les actions en faveur de la paix, de la justice, du fonctionnement institutionnel et de l'éducation interculturelle, ainsi que des activités visant à préserver la biodiversité, les cultures et les traditions. Cet échange s'est tenu dans un contexte international marqué par une forte pression sur la coopération au développement. En Suisse, cette évolution se reflète notamment dans la Stratégie fédérale de coopération internationale 2025-2028, qui réoriente les financements de la DDC vers l'Afrique, l'Asie et l'Europe de l'Est. L'Amérique latine et les Caraïbes sont ainsi particulièrement touchés par le retrait du soutien fédéral.



Dominique Rossier, présidente de la FGC, ouvre la Conférence annuelle (en haut). En bas, Aline Helg (Université de Genève), Aurélien Stoll (MCI) et, au micro, Marie Claire Peytrignet (E-CHANGER) présentent l'argumentaire. © David Wagnières

Face à cette situation et sur la base de l'argumentaire corédigé par les ONG actives dans la région, la FGC et ses organisations membres ont plaidé pour la poursuite des activités dans le sous-continent ainsi que pour une certaine flexibilité dans l'attribution des fonds. Elles ont rappelé leur longue expérience sur le terrain, leurs partenariats solides avec des organisations locales et leur capacité à développer des projets durables répondant aux besoins des populations les plus vulnérables.

Lors d'une table ronde, les intervenant-e-s ont mis en lumière la persistance de profondes inégalités. Malgré des progrès macroéconomiques, l'Amérique latine demeure la région la plus inégalitaire du monde, caractérisée par une forte concentration des richesses: 1% de la population détient plus de 40% de la richesse totale, tandis que la moitié la plus pauvre n'en possède qu'environ 1%. Ces inégalités touchent particulièrement les femmes, les populations rurales, autochtones et afrodescendantes.

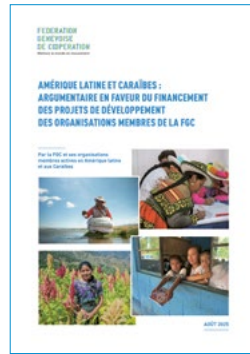


Photo en haut à gauche: au centre, Joëlle Bertossa, conseillère administrative de la Ville de Genève; à droite, Anne de Riedmatten, directrice adjointe de la Direction des affaires internationales du Canton de Genève; à gauche: Catherine Schümperli Younossian, secrétaire générale de la FGC.

Photo en haut à droite: Frédéric Noirjean, chef adjoint de la Section des ONG suisses à la DDC.

Photo du bas: les ateliers de présentation des projets en Amérique latine. © David Wagnières

En 2025, 49 projets et deux plans d'action portés par 20 organisations membres ont été financés dans 12 pays de la région, pour un montant de 4,6 millions de francs, soit 35,25% du financement des projets soutenus par la FGC. À l'issue de la conférence, plusieurs partenaires publics, notamment le Canton et la Ville de Genève, ont réaffirmé leur soutien à la poursuite de ces engagements. ■



L'argumentaire présenté aux collectivités publiques.

Outil en ligne pour tout savoir sur les projets

Quels projets la FGC soutient-elle au Pérou ou en Colombie ? Quels étaient les thèmes des activités en 2025 ? *Les projets à livre ouvert*, outil de visualisation des projets financés par la FGC, a été mis en ligne sur le site de la Fédération en décembre 2025. Cette plateforme interactive offre une mine d'informations à exploiter, accessibles en quelques clics, pour mieux connaître les actions de terrain des organisations membres. Des filtres sont proposés par années, projets, organisations membres, collectivités publiques, pays et thèmes. La FGC fait ainsi œuvre de transparence et de redevabilité vis-à-vis du public, des pouvoirs publics et des acteurs politiques.



Pages spéciales dans la « Tribune de Genève »

Pour accompagner la Conférence annuelle et l'argumentaire en faveur du financement des projets en Amérique latine et aux Caraïbes, deux pages spéciales ont été publiées dans la *Tribune de Genève*. Elles ont permis d'expliquer au public genevois en quoi les projets dans cette région sont essentiels pour améliorer les conditions de vie des populations les plus vulnérables.

Publication du guide sur la capitalisation des expériences

Une centaine de personnes étaient présentes au vernissage de l'ouvrage lors d'un événement à la FGC avec la participation d'expert-e-s de Suisse et du Bénin.



Le guide *Outils de capitalisation : apprendre des expériences de coopération au développement* a été présenté lors d'un café-débat exceptionnel sous forme de table ronde (*voir les photos*), en novembre. Corédigé par Michaela Büschi [1], coordinatrice du partage des savoirs de la FGC, et Anne Gueye-Girardet [2], son homologue de la Fedevaco, cet ouvrage est le fruit d'une collaboration entre les deux fédérations ; il est publié sous l'égide du FEDERESO.

Manuel de référence visant à soutenir les organisations qui veulent se lancer dans la capitalisation, il propose un cadre de réflexion, des méthodes, des outils et des exemples concrets pour accompagner cette démarche pas à pas. La capitalisation constitue un levier essentiel pour améliorer la qualité des projets, favoriser une participation inclusive et renforcer les capacités des partenaires, en cohérence avec les principes de la localisation de l'aide.

Une page dédiée à la capitalisation d'expérience a également été mise en ligne sur le site de la FGC, sur laquelle l'ouvrage peut être commandé ou téléchargé. Elle propose des fiches de cas et d'outils, constituant une bibliothèque évolutive en ligne : dans un contexte où l'adaptation est plus que jamais nécessaire, la capitalisation transforme les difficultés en apprentissages et en connaissances utiles pour l'avenir. ■



[3] Sophie Mareschal, conseillère qualité et redevabilité, Fondation Terre des hommes, [4] Isabelle Lejeune, coordinatrice de la Plateforme souveraineté alimentaire (PSA), [5] Pascale Thiévent, responsable du développement des compétences et de l'apprentissage institutionnel, DDC et [6] Gautier Amoussou, coordinateur national d'Eco-Bénin, ont participé à la table ronde.

Partage des savoirs : les points forts 2025

En 2025, la FGC poursuit sa progression vers une culture partagée d'apprentissage et de valorisation des savoirs.

En 2025, une riche offre d'activités et de formations a été proposée :

Huit cafés-débats ont été organisés. Pour en assurer une plus large diffusion, certains d'entre eux sont disponibles en replay sur le site de la FGC. Parmi les sujets traités :

- **janvier** : la démarche de capitalisation des expériences menée par l'Assotoc et son partenaire la Compagnie du Théâtre des Intrigants (CTI) à Kinshasa, en RDC. Elle a tiré les enseignements des pratiques pédagogiques et théâtrales développés par la CTI au cours de ses quarante-deux ans d'existence ;
- **avril** : la démarche de capitalisation menée par la Centrale sanitaire Suisse romande (CSSR) et son partenaire l'Instituto para el Desarrollo Humano (IpDH) à Cochabamba, en Bolivie. Elle a permis d'identifier les bonnes pratiques dans l'accès aux soins pour les personnes vulnérables au VIH/sida ;
- **septembre** : échanges sur le thème de l'inclusion et de la formation des enfants et des jeunes en situation de handicap dans les projets de coopération au développement. Ce café-débat a présenté les expériences d'Eirene Suisse, ASED et Kallpa-Genève et de leurs partenaires respectifs : Los Angelitos, ASUNOES et Kallpa-Pérou.

Formations : un nouveau catalogue a été proposé avec Isango. Il offre des formations en lien avec les changements contextuels,

les nouvelles modalités de travail et l'intégration de l'innovation technologique. Les sessions sur le genre et la diversité, l'IA, la collecte de fonds, les stratégies de plaidoyer et la facilitation virtuelle ont suscité de forts taux de participation.

Plateforme souveraineté alimentaire (PSA) :

à la suite de l'ouverture de la PSA aux organisations membres de la Fedevaco en 2024, quatre nouvelles ONG ont rejoint la plateforme, portant le nombre de ses membres à 19. Parmi les moments forts de l'année :

- **février** : webinar sur la finance rurale comme levier pour les paysan-ne-s, en collaboration avec l'IREC et Philea ;
- **avril** : webinar sur la souveraineté alimentaire comme moyen de résister à la crise climatique avec le Secodev ;
- **septembre** : webinar sur le thème « Se former pour transformer l'agriculture durablement », avec le COLEAD ;
- **octobre** : projet de partage des savoirs sous forme d'atelier Sud organisé au Bénin, par Tereo et DM, sur les leviers d'émancipation des femmes rurales en Afrique francophone (*lire en page 30*).

Projets de partage des savoirs des organisations membres (OM) :

l'intérêt des OM est en hausse, avec cinq projets déposés par l'IRHA, Kallpa, Omoana, Tereo et urba-Monde. ■

Une 8^e saison d'«Esprit solidaire» sur Léman bleu

Le succès de l'émission *Esprit solidaire* ne se dément pas : son audience globale est en progression constante. Réalisé par Lucie Hainaut, le magazine présente chaque mois le projet d'une organisation membre de la FGC. Une nouvelle méthode de calcul prend désormais en compte l'audience cumulée sur les quatre à cinq semaines

de diffusion de chaque émission (cumul de l'ensemble des téléspectatrices et téléspectateurs qui ont regardé la demi-heure durant laquelle est diffusée l'émission). Ainsi, pour 2025, l'audience cumulée s'élève à 1 605 839 personnes (1 291 906 en 2024), soit une moyenne de 160 584 téléspectatrices et téléspectateurs par émission. ■

En 2025, les émissions ont été consacrées aux sujets suivants :

1. Soins des traumatismes des ancien·ne·s enfants-soldat·e·s en Ouganda : [OMOANA](#).
2. Amélioration des services d'éducation et de santé en Bolivie : [SOLIDAR SUISSE GENÈVE](#).
3. Logement participatif par et avec les habitant·e·s en Asie : [URBAMONDE](#).
4. Amélioration des conditions d'enseignement au Burkina Faso : [GRAINE DE BAOBAB](#).
5. Autonomie des femmes par l'agroécologie au Brésil : [E-CHANGER](#).
6. Gestion de l'eau pour améliorer la résilience des communautés au Népal : [IRHA](#).
7. Transition vers l'agroécologie au Burkina Faso : [KAÏCEDRA](#).
8. Inclusion scolaire des enfants en situation de handicap au Salvador : [EIRENE](#).
9. Partage d'expériences entre représentant·e·s de peuples autochtones en Colombie : [MCI](#).
10. Transition agroécologique et amélioration des conditions de vie des communautés en Ouganda : [FH SUISSE](#).

LA FGC A PARTICIPÉ AUX MANIFESTATIONS SUIVANTES :

- 14 et 23.11** Participation aux **soirées d'ouverture et de clôture de Filmar** avec la remise du **Prix du public** au film brésilien *A melhor mãe do mundo*, d'Anna Muiyler.
- 18.11** Participation avec un stand à l'**apéro des ONG** dans le cadre de Filmar.
- 24.11** Prise de parole lors de la **table ronde «Qui paie le prix de la crise climatique ? Inégalités, austérité et modèles alternatifs»**, organisée par Swiss Fair Trade et l'Association romande des Magasins du Monde, durant la Semaine du climat de Genève.



© David Wagnières

Le Secrétariat de la FGC en 2025

En 2025 comme en 2024, le Secrétariat comptait neuf collaboratrices et collaborateurs, soit 7,3 équivalents plein temps (*voir en page 35*). Des mandats d'appui pour l'analyse et le suivi des projets de développement s'y sont ajoutés. Deux civilistes se sont également succédé pour renforcer l'équipe du Secrétariat. Ils se sont principalement consacrés à des tâches d'appui administratif.

Depuis janvier 2020, Catherine Schümperli Younossian siège comme membre de la Commission consultative de la coopération internationale du Département fédéral des affaires étrangères et du Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche. Le Conseil fédéral l'a reconduite dans ses fonctions pour la législature 2024-2027. ■

↑ Le Secrétariat de la FGC (de gauche à droite):

Carol Dolorier de Haller
Coordnatrice des projets
d'information

Ophélie Vigneau
Adjointe de la secrétaire générale

Bruno Carvas
Chargé de la comptabilité
et de l'administration

Catherine Schümperli Younossian
Secrétaire générale

Émilie Anderson Mottier
Coordnatrice des
projets de développement

Michaela Büschi
Coordnatrice du
partage des savoirs

Catherine Dubouloz Chantre
Chargée de communication

Marjolaine Rion
Coordnatrice des
projets de développement

Florian Tissot
Secrétaire exécutif



02



LES PROJETS FINANCÉS PAR LA FGC EN 2025

Photo : Des membres de la Fédération Sénégalaise des Habitant-e-s qui pratiquent l'épargne communautaire, dans un projet soutenu par urbaMonde. Ce type de mécanisme financier collectif facilite leur accès au logement. © Damien Epiney



Trois plans d'action et 144 projets financés en 2025

L'accompagnement, le suivi, l'évaluation et le financement des projets soumis par les organisations membres (OM) forment le cœur des activités de la FGC.

• **Projets de développement :** en 2025, 129 projets de développement et trois plans d'action présentés par 43 organisations membres (OM) ont été financés pour un montant de 12,78 millions de francs suisses. Ces projets ont amélioré les conditions de vie de plus de quatre millions de personnes très vulnérables. Quelque 35 séances de la Commission technique ont été organisées pour l'analyse des dossiers et la présentation de stratégies.

• **Projets d'information :** la Commission d'information (CI) s'est réunie à neuf reprises durant lesquelles elle a examiné dix projets d'information. Elle a émis des préavis positifs pour quatre grands projets d'information (ADAP, CETIM, Cinéma des Trois Mondes – Filmar, IRHA) et cinq petits projets d'information (emp'ACT, section genevoise d'Helvetas, urbaMonde et Terre des Hommes Suisse). Via les projets d'information, la FGC a informé plus de 56 000 personnes à Genève sur les enjeux de la coopération.

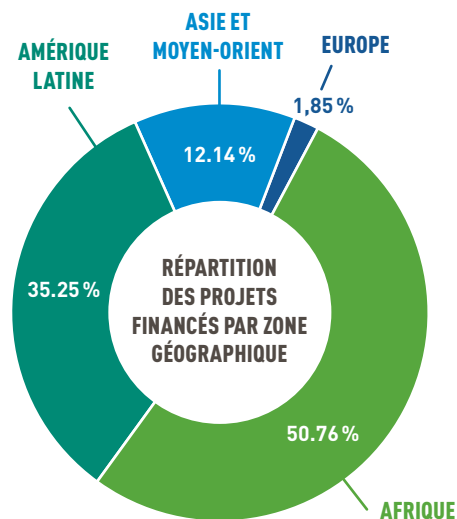
• **Projets de partage des savoirs :** cinq projets de partage des savoirs ont été soutenus en 2025, trois projets « études et bilan-capitalisation » de Kallpa, Omoana et urbaMonde, ainsi que deux projets « échanges et apprentissages » menés par l'IRHA et Tereo pour la Plateforme souveraineté alimentaire (PSA). La Commission de partage des savoirs (CPDS) s'est réunie lors de neuf séances dédiées à l'analyse des projets ainsi qu'à la réflexion stratégique. Elle a aussi accompagné la PSA et s'est impliquée dans la réalisation du guide sur la capitalisation des expériences (*lire en page 12*).

Au total, en 2025, trois plans d'action et 144 projets ont été financés via la FGC (trois plans d'action et 129 projets de développement ; neuf projets d'information, cinq dans le champ du partage des savoirs auxquels s'ajoute la PSA). ■



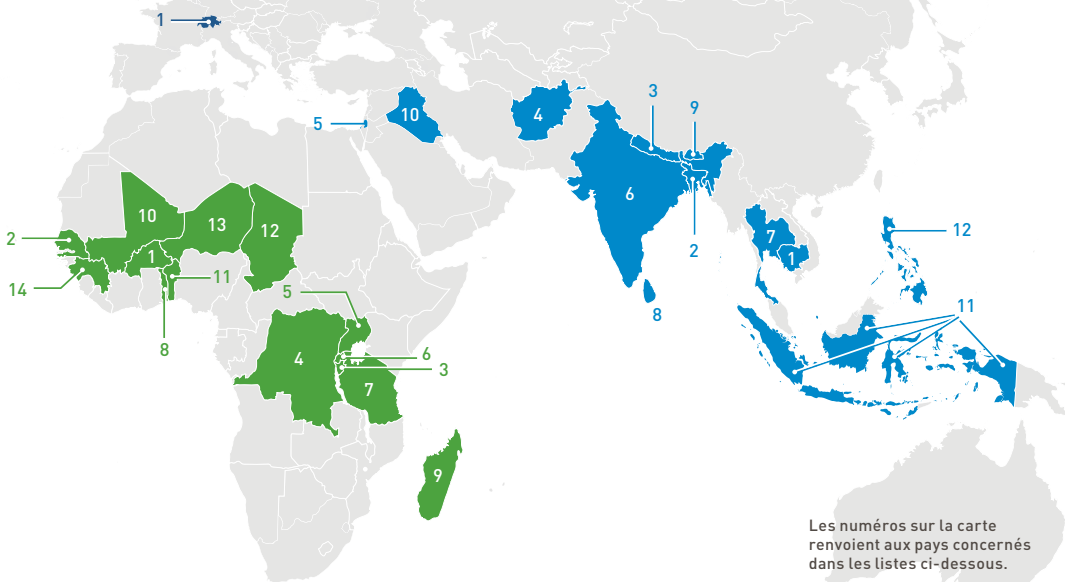
Des projets menés sur quatre continents

En 2025, quelque 13,1 millions de francs ont été consacrés aux projets de développement, de partage des savoirs et d'information soumis par les organisations membres. La moitié du financement consacrée aux projets est dédiée aux interventions en Afrique (50,76%). Un peu plus du tiers des montants (35,25%) est dévolu aux projets de développement en Amérique latine. L'Asie et le Moyen-Orient suivent en troisième position (12,14%). Les projets en Europe (Suisse) concernent l'information du public aux enjeux de développement et le partage des savoirs.



AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES		49 P ¹
Total : 4 616 825 CHF		6 PA ²

1. PÉROU	14 P / 1 PA	1 308 546 CHF	28.34%
2. COLOMBIE	6 P / 1 PA	696 654 CHF	15.09%
3. GUATEMALA	5 P / 1 PA	453 570 CHF	9.82%
4. BRÉSIL	6 P / 1 PA	424 434 CHF	9.19%
5. BOLIVIE	4 P / 1 PA	424 063 CHF	9.19%
6. NICARAGUA	3 P / -	303 011 CHF	6.56%
7. MEXIQUE	2 P / -	213 827 CHF	4.63%
8. HAÏTI	2 P / 1 PA	213 352 CHF	4.62%
9. SALVADOR	3 P / -	208 938 CHF	4.53%
10. ÉQUATEUR	2 P / -	171 885 CHF	3.72%
11. URUGUAY	1 P / -	125 212 CHF	2.71%
12. ARGENTINE	1 P / -	73 333 CHF	1.59%



AFRIQUE	70 P
Total : 6 649 076 CHF	7 PA

1. BURKINA FASO	10 P / 1 PA	1 114 470 CHF	16,76 %
2. SÉNÉGAL	8 P / 1 PA	935 637 CHF	14,07 %
3. BURUNDI	5 P / 1 PA	849 403 CHF	12,77 %
4. RDC	3 P / 1 PA	718 301 CHF	10,80 %
5. OUGANDA	13 P / -	651 702 CHF	9,80 %
6. RWANDA	1 P / 1 PA	520 281 CHF	7,82 %
7. TANZANIE	5 P / 1 PA	479 040 CHF	7,20 %
8. TOGO	8 P / -	469 930 CHF	7,07 %
9. MADAGASCAR	5 P / 1 PA	267 390 CHF	4,02 %
10. MALI	4 P / -	231 726 CHF	3,49 %
11. BÉNIN	4 P / -	180 098 CHF	2,71 %
12. TCHAD	2 P / -	151 098 CHF	2,27 %
13. NIGER	1 P / -	60 000 CHF	0,90 %
14. GUINÉE	1 P / -	20 000 CHF	0,30 %

EUROPE	11 P
Total : 242 672 CHF	0 PA

1. SUISSE ³	11 P / -	242 672 CHF	1,85 %
------------------------	----------	-------------	--------

ASIE ET MOYEN-ORIENT	14 P
Total : 1 589 797 CHF	2 PA

1. CAMBODGE	2 P / -	278 575 CHF	17,52 %
2. BANGLADESH	1 P / 1 PA	200 421 CHF	12,61 %
3. NÉPAL	1 P / -	198 599 CHF	12,49 %
4. AFGHANISTAN	2 P / -	151 498 CHF	9,53 %
5. PALESTINE	1 P / -	148 599 CHF	9,35 %
6. INDE	1 P / 1 PA	136 277 CHF	8,57 %
7. THAÏLANDE	1 P / -	129 065 CHF	8,12 %
8. SRI LANKA	1 P / -	99 400 CHF	6,25 %
9. BHOUTAN	1 P / -	92 656 CHF	5,83 %
10. IRAK	1 P / -	74 707 CHF	4,70 %
11. INDONÉSIE	1 P / -	50 000 CHF	3,15 %
12. PHILIPPINES	1 P / -	30 000 CHF	1,89 %

1 P : Projet
2 PA : Plan d'action (pays couverts par les PA d'Enfants du Monde, de Secodev et de Terre des Hommes Suisse)

3 Projets d'information, de partage des savoirs et Plateforme thématique sur la souveraineté alimentaire



AFRIQUE (EN CHF)

BÉNIN 180 098

Centre Nonvignon, formation professionnelle pour des jeunes défavorisé-e-s **TERE** 35 029

PDS Atelier d'échanges pour des leviers d'émancipation des femmes rurales **TERE** 25 000

Renforcement du centre scolaire Champagnat **ASED** 50 000

Formation et emploi des jeunes dans l'agroécologie et l'hôtellerie-restauration **TERE** 70 069

BURKINA FASO 1 114 470

Appui à l'économie sociale et solidaire **IRED** 7 988

Inclusion financière des femmes pour réduire la pauvreté **PHIL** 28 071

Formation en ligne en genre et développement **IHEID** 199 400

Amélioration de la nutrition des femmes allaitantes et des enfants **CEAS** 54 600

Agriculture responsable dans les exploitations familiales à Irim **KAIC** 158 372

Autonomisation d'un partenaire par un programme de formation **ECHA** 12 743

Promotion de l'éducation inclusive et de la participation citoyenne **ECHA** 106 795

Pratiques durables pour améliorer l'éducation **BAOB** 154 700

Plan d'action 2025-2028 : améliorer la qualité de la santé et de l'éducation **EDM** 236 638

Accès inclusif à une éducation bi et plurilingue de qualité **SOLI** 108 496

Inclusion financière des femmes par la promotion de l'entrepreneuriat vert **PHIL** 46 667

BURUNDI 849 403

Agroécologie par la formation et le plaidoyer des organisations paysannes **IRED** 87 806

Renforcement de la certification des coopératives de caféiculteur-trice-s **IRED** 157 551

Amélioration des revenus et de l'emploi au sein de coopératives **PHIL** 135 104

Alternatives de financement et de développement des exploitations familiales **PHIL** 88 457

Plan d'action 2025-2028 : « *empowering communities for change* » **SDEV** 181 085

Renforcement des capacités d'employabilité et d'auto-emploi des jeunes **IRED** 199 400

GUINÉE 20 000

Formation des jeunes en situation précaire **SIT** 20 000

MADAGASCAR 267 390

Soutien aux pêcheurs et gestion durable des lacs **GLOC** 38 216

Soutien aux ménages ramasseurs de bois pour préserver les ressources forestières **GLOC** 63 700

Activités génératrices de revenus pour les femmes dans l'extrême pauvreté **GLOC** 6 780

Électricité verte au service du développement durable **CEAS** 91 986

Plan d'action 2025-2028 : améliorer la qualité de la santé et de l'éducation **EDM** 16 903

Éducation et revenus **GLOC** 49 805

MALI 231 726

Sécurité alimentaire et promotion du leadership féminin **SUDE** 11 750

Renforcement du développement local pour la stabilité sociale et la paix **SUDE** 67 726

Amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement **SUDE** 79 730

Agroécologie en zone périurbaine **TERE** 72 520

NIGER 60 000

Commercialisation de l'oignon blanc à Soucoucoutane **SWGE** 60 000

UGANDA 651 702

Agroécologie et promotion de la nutrition **FH** 37 231

Prise en charge des troubles de la santé liés aux traumatismes **OMOA** 63 430

Agriculture durable pour la réintégration des enfants et des jeunes de la rue **EIRE** 40 464

Réintégration des enfants-soldat-e-s par la formation et la promotion de la paix **EIRE** 46 717

Les jeunes pour le développement économique et social **OMOA** 69 250

Autonomie et émancipation des jeunes vivant avec le VIH **OMOA** 89 961

Renforcement de l'accès à la justice pour les femmes et les filles **EIRE** 6 584

Les menstruations n'entravent aucun rêve **OMOA** 89 365

Une école inclusive pour les enfants avec des troubles de l'apprentissage **OMOA** 118 200

PDS Développement et diffusion du manuel *Theater Together* **OMOA** 10 000

Création d'une boulangerie communautaire **RISE** 25 000



Traitement des troubles de santé mentale liés aux traumatismes	OMOA	20 000	TCHAD		151 098
Réinsertion économique des jeunes, promotion du pardon et de la réconciliation	EIRE	35 500	Variétés oubliées de céréales et légumineuses contre la malnutrition	SWGE	88 836
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO (RDC)		718 301	Céréales pour lutter contre la malnutrition	SWGE	62 262
Promotion du théâtre en milieu scolaire à Kinshasa	ASSO	83 664	TOGO		469 930
Agroréologie, apiculture et riziculture	FH	143 549	Entrepreneuriat agricole durable porteur de développement économique local	EMPA	9 850
Appui au Centre pour la promotion de l'agroécologie de Kakono	TERE	105 184	Renforcement de la sécurité alimentaire	EMPA	78 080
Plan d'action 2025-2028 : « <i>empowering communities for change</i> »	SDEV	385 904	Création de conditions favorables pour l'éducation de base	UAT	40 000
RWANDA		520 281	Appui à la gouvernance et aux dynamiques de territoires	EMPA	87 000
Renforcement des coopératives et associations agricoles	FH	139 100	Promotion des produits locaux	TERE	60 000
Plan d'action 2025-2028 : « <i>empowering communities for change</i> »	SDEV	381 181	L'entrepreneuriat agricole durable, promoteur de la transition agroécologique	EMPA	100 000
SÉNÉGAL		935 637	Un meilleur accès à l'eau et à l'assainissement en milieu rural	UAT	62 000
Du champ à l'assiette	TERE	29 549	Sécurité alimentaire et <i>empowerment</i> des femmes et des jeunes	EMPA	33 000
Accompagnement de la gestion des déchets par l'éducation et le plaidoyer	CEAS	57 515			
Production et commercialisation de semences	JACO	58 517			
Les semences pour l'autonomisation et la résilience des femmes	JACO	124 629			
Un écoquartier pilote, modèle d'habitat pour les plus vulnérables	URBA	198 425	AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES (EN CHF)		
Plan d'action 2025-2028 : les enfants acteurs de changement pour leurs droits	TDH	125 242	ARGENTINE		73 333
Scolarité et gestion de l'hygiène menstruelle	ASED	150 914	Appui au peuple Mbyá Guaraní	MCI	73 333
Appuyer la transition vers des territoires résilients	IRHA	183 096	BOLIVIE		424 063
PDS Échanges Sud-Sud : les mécanismes financiers communautaires	URBA	7 750	Programme d'appui au développement municipal	SOLI	87 520
TANZANIE		479 040	Réponse communautaire face au VIH/sida	CSSR	60 000
Cogestion villageoise des forêts du corridor Katavi	ADAP	98 621	Renforcement de l'identité culturelle des communautés quechuas	TRAD	25 000
Pour de meilleures conditions dans les mines d'or artisanales	SWGE	76 524	D'amour et de sexe : la communauté éducative contre la violence sexuelle	IDH	122 608
Gestion communautaire des forêts	ADAP	106 278	Plan d'action 2025-2028 : les enfants acteurs de changement pour leurs droits	TDH	128 935
Gestion durable de la réserve villageoise d'Ipole (2 ^e phase)	ADAP	123 914	BRÉSIL		424 434
Plan d'action 2025-2028 : améliorer la qualité de la santé et de l'éducation	EDM	33 805	Renforcement de la gouvernance des Yanomami	MCI	56 492
Cogestion villageoise des forêts du corridor Katavi (extension)	ADAP	39 898	Agroécologie et féminisme dans la vallée du Ribeira	EFI	64 901
			Promotion de l'artisanat et de l'agriculture renforçant l'autonomie des femmes	ECHA	32 758
			Renforcement des droits et de la résilience économique des femmes	ECHA	98 875

LES PROJETS FINANCÉS EN 2025



Renforcement du Mouvement sans Terre pour la préservation de l'environnement	ECHA	36 000	Plan d'action 2025-2028 : les enfants acteurs de changement pour leurs droits	TDH	44 753
<i>Community Land Trust</i> pour la sécurité foncière des communautés	URBA	92 328	Soutien de l'agriculture familiale paysanne et promotion d'un système de crédit agricole	KOMB	20 000
Plan d'action 2025-2028 : les enfants acteurs de changement pour leurs droits	TDH	43 080			
COLOMBIE		696 654	MEXIQUE		213 827
Red Concerto : mise en réseau des organisations de la société civile	IHEID	199 651	Prévention et santé pour toutes et tous	CSSR	196 827
Actions contre les violences de genre au Catatumbo	EFI	75 000	Permaculture, écotourisme et amélioration de l'habitat	MADR	17 000
Éducation bilingue et interculturelle avec plusieurs communautés indigènes	MCI	29 365	NICARAGUA		303 011
Plan d'action 2025-2028 : les enfants acteurs de changement pour leurs droits	TDH	15 777	Résilience des communautés paysannes au changement climatique	ANS	49 700
Création d'un centre socio-économique pour les parents des enfants du foyer Bambi	BAMB	83 981	Appui au développement des coopératives d'habitation	URBA	158 169
Défense des droits à l'eau et à la gestion communautaire de cette ressource	EMPA	133 281	Renforcement institutionnel d'une association de lutte contre la violence	EIRE	95 142
La gestion communautaire, garante du droit à l'eau	EMPA	159 599	PÉROU		1 308 546
ÉQUATEUR		171 885	<i>Empowerment</i> des filles pour la restitution et la promotion de leurs droits	EMPA	19 700
Droit à des soins de santé complets en Amazonie équatorienne	CSSR	101 885	Promotion des droits des femmes, lutte contre la faim et le changement climatique	EFI	159 700
Le poids des mots et le choc de l'image pour l'identité culturelle kichwa	TRAD	70 000	Justice environnementale pour les femmes amazoniennes et andines	EFI	178 355
GUATEMALA		453 570	Égalité de genre et <i>empowerment</i> des femmes pour le droit à la ville à Lima	EMPA	18 849
Revitalisation et sauvegarde de la langue maya poqom	TRAD	49 250	Renforcement des capacités scolaires et sociales d'enfants vulnérables	MCI	63 601
Renforcement des expressions culturelles mayas kaqchikels auprès des enfants	TRAD	80 000	Amélioration des perspectives d'avenir de la jeunesse	KALL	14 708
Revalorisation des savoirs ancestraux pour renforcer les communautés quichés	TRAD	55 400	Formation en ligne « Genre et développement en Amérique latine et aux Caraïbes »	IHEID	39 180
Plan d'action 2025-2028 : améliorer la qualité de la santé et de l'éducation	EDM	84 513	Genre, bonne gouvernance et lutte contre la corruption	EFI	156 875
Création d'opportunités économiques et entrepreneuriales durables	HELV	164 407	Emploi et entrepreneuriat pour les jeunes en situation de vulnérabilité	KALL	96 795
Droit à la terre et accès à des aliments sains pour les communautés du Petén	CSSR	20 000	Labourer un avenir durable grâce à l'engagement des communautés éducatives	ECOH	133 288
HAÏTI		213 352	<i>Empowerment</i> des femmes des hauts plateaux andins dans l'action climatique	EMPA	98 500
Promotion de la société civile et de la participation citoyenne	EIRE	148 599	Plan d'action 2025-2028 : les enfants acteurs de changement pour leurs droits	TDH	98 345
			Voix et droits : <i>empowerment</i> des filles et adolescentes pour plus d'égalité	EMPA	118 400
			PDS Systématisation et diffusion du modèle éducatif multisectoriel	KALL	32 250

**LES PROJETS FINANCÉS EN 2025**

Ciudad Mujer III : femmes mobilisées pour une ville inclusive **EMPA** 80 000

SALVADOR **208 938**

Inclusion scolaire des enfants en situation de handicap **EIRE** 40 288

Vivre sur sa terre avec dignité **EIRE** 60 000

Eau, assainissement et hygiène : un droit universel **SOLI** 108 650

URUGUAY **125 212**

Éducation populaire et renforcement des femmes pour un logement convenable **URBA** 125 212

ASIE ET MOYEN-ORIENT (EN CHF)

AFGHANISTAN **151 498**

Minibus de santé pour des villages ruraux **AWRA** 75 952

Écoles informelles pour les filles et les femmes **AWRA** 75 546

BANGLADESH **200 421**

Renforcement du mouvement de l'habitat participatif **URBA** 99 005

Plan d'action 2025-2028 : améliorer la qualité de la santé et de l'éducation **EDM** 101 416

BHOUTAN **92 656**

Décentralisation et gouvernance locale **HELV** 92 656

CAMBODGE **278 575**

Communauté de pluie : souveraineté hydrique par la collecte d'eau de pluie **IRHA** 80 000

Renforcement des programmes en faveur des personnes atteintes de la lèpre **CIOM** 198 575

INDE **136 277**

Plan d'action 2025-2028 : les enfants acteurs de changement pour leurs droits **TDH** 17 143

Commercialisation de semences traditionnelles **FDFN** 119 134

INDONÉSIE **50 000**

Construction d'un mouvement de l'habitat participatif et coopératif **URBA** 50 000

IRAK **74 707**

Les jeunes, acteurs de la reconstruction de la paix par la culture et le sport **OMOA** 74 707

NÉPAL **198 599**

Communautés de pluie : gestion intégrée de l'écosystème et des ressources en eau **IRHA** 198 599

PALESTINE **148 599**

Amélioration de la santé mentale des enfants palestinien-ne-s **CSSR** 148 599

PHILIPPINES **30 000**

Renforcement du mouvement de l'habitat participatif **URBA** 30 000

SRI LANKA **99 400**

Gestion intégrée des ressources en eau et des écosystèmes **IRHA** 99 400

THAÏLANDE **129 065**

Réseau pour l'habitat participatif et le droit au logement **URBA** 129 065

EUROPE (EN CHF)

SUISSE **242 672**

PDS Stratégie de la Plateforme souveraineté alimentaire (PSA) 2025-2028 **TERE** 40 380

PI Fiches pédagogiques 2025 sur le Pérou **TDH** 5 985

PI Exposition : « Humains et faune : coexister, est-ce possible ? » **ADAP** 31 900

PDS Renforcement des synergies autour de la gestion de l'eau de pluie **IRHA** 20 015

PI Promouvoir de manière ludique et innovante l'Eau de pluie **IRHA** 22 069

PI 27^e édition du Festival FILMAR en Amérique Latine **CTM** 50 000

PI Exposition sur la migration : « Toutes les routes mènent à Lancy » **HELV** 6 000

PI Habitat coopératif en dialogue : des liens solidaires entre habitant-e-s **URBA** 5 978

PI Pages Solidarité du *Courrier* **CETI** 50 000

PI Les ONG sous les feux de Filmar **EMPA** 5 477

PI L'ailleurs comme miroir : reflets d'un monde en quête de sens **EMPA** 4 868

TOTAL PROJETS DE DÉVELOPPEMENT

12 780 698 CHF

TOTAL PROJETS D'INFORMATION **PI**

182 277 CHF

TOTAL PROJETS PARTAGE DES SAVOIRS **PDS**

135 395 CHF

TOTAL DES CONTRIBUTIONS VERSÉES

13 098 370 CHF



La contribution des projets à la réalisation des ODD

L'éducation de qualité, l'égalité de genre et la réduction de la pauvreté sont les principaux domaines d'action des projets des organisations membres de la FGC.

Selon l'objectif général de sa stratégie 2025-2028 et en tant que pôle de compétence dans le domaine de la coopération internationale, la FGC contribue à l'atteinte des 17 Objectifs de développement durable (ODD) de l'Agenda 2030 en créant des ponts entre les collectivités publiques (Confédération, canton, communes), les organisations membres (OM) et les partenaires de terrain. En 2025, les activités de la Fédération et les projets de ses OM ont couvert 16 des 17 ODD.

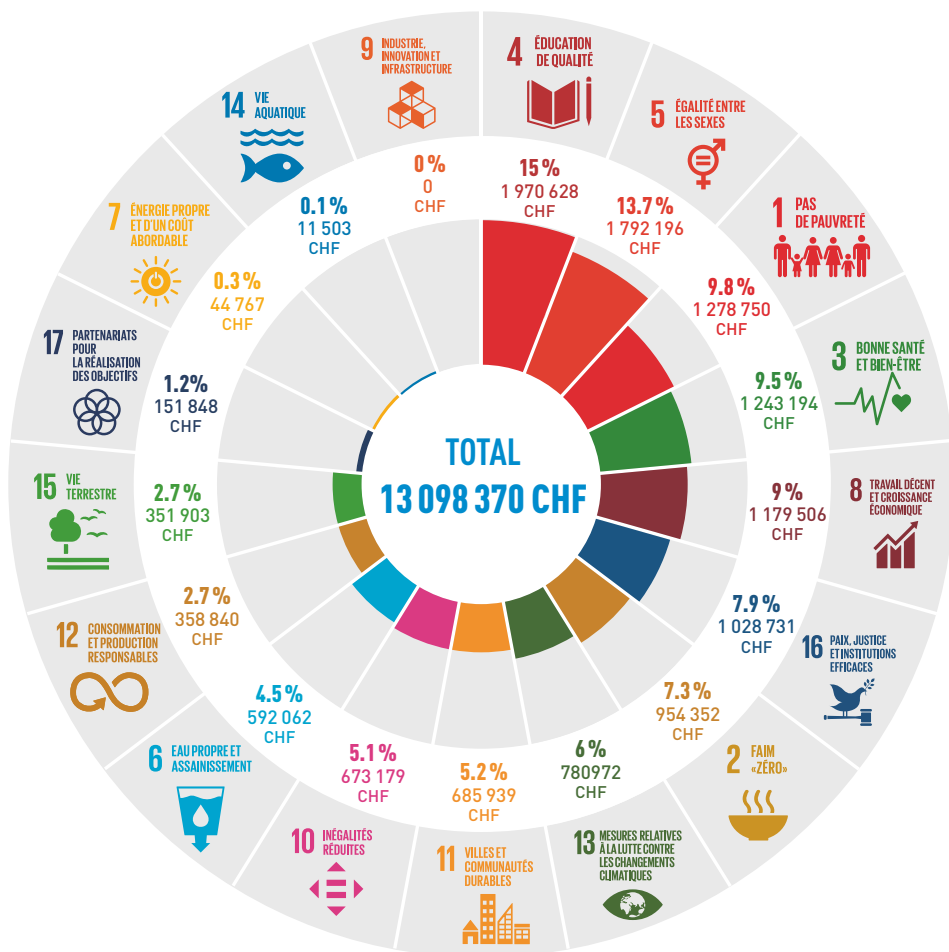
Changement de méthode

Pour la période quadriennale 2025-2028, la méthode de calcul de la contribution des projets à la réalisation des ODD a changé par rapport à la période précédente. Désormais, chaque projet peut contribuer à l'atteinte d'un maximum de trois ODD et une pondération est déterminée pour chacun d'entre eux. Pour chaque projet puis pour leur ensemble, cela permet d'estimer les montants dédiés à chacun des 17 objectifs (voir le graphique ci-contre).

Globalement, sur le montant de 13 098 370 millions de francs destiné aux projets de développement, d'information et de partage des savoirs, la proportion la plus importante (15 %, soit près de 2 millions) a été consacrée à des actions promouvant une éducation de qualité (ODD 4). Une partie de la somme, 13,7 %, a été destinée à des projets ou des axes de projets visant l'égalité de genre (ODD 5) et soutenant particulièrement les filles et les femmes.

Suivent, aux alentours de 9 %, les ODD 1 (Pas de pauvreté), 3 (Bonne santé et bien-être pour toutes et tous) et 8 (Travail décent). Puis autour de 7 %, les ODD 16 (Paix, justice et institutions efficaces) et 2 (Faim « zéro »). Cet objectif concerne les projets dans le domaine de l'agroécologie, de l'agroforesterie, plus largement de la sécurité et de la souveraineté alimentaire.

Autant de thématiques qui reflètent l'engagement de la coopération au développement pour améliorer les conditions de vie des populations les plus vulnérables. ■



Financement des projets par ODD

Graphique des montants dédiés à chacun des 17 Objectifs de développement durable (ODD) à travers les projets soutenus par la FGC, en 2025. Sur les 13,1 millions de francs dédiés au financement des projets de développement, d'information et de partage des savoirs, le montant le plus important a été destiné à des activités promouvant une éducation de qualité pour toutes et tous (ODD 4).



NÉPAL

Renforcer la résilience des communautés face au changement climatique

En partenariat avec Kanchan Nepal, LI-BIRD et SVSI



Depuis 2023, l'IRHA et ses partenaires népalais mettent en œuvre un projet visant à renforcer la résilience des communautés rurales de Tobang et Pokhara face aux effets du changement climatique. Dans ces régions montagneuses dépendantes des précipitations pour l'agriculture, de grandes variations des pluies et la déforestation fragilisent les moyens de subsistance et les écosystèmes.

Le projet est articulé autour de trois axes complémentaires. Le premier a porté sur la gestion durable de l'eau à l'échelle des bassins-versants, notamment par la restauration et la sécurisation d'étangs ainsi que par l'amélioration des techniques de collecte des eaux de pluie. Le deuxième axe a soutenu des actions de reforestation et la création de corridors écologiques afin de stabiliser les sols et préserver les res-

sources hydriques. Enfin, le troisième a permis une transition vers des pratiques agroécologiques adaptées aux réalités locales et intégrant particulièrement les femmes, dans un contexte marqué par la migration des hommes et des jeunes.

Le projet a bénéficié directement à 4068 personnes, dont 1648 femmes, et a touché indirectement 8156 bénéficiaires. En améliorant les capacités locales et la coordination entre partenaires techniques, les activités ont contribué à restaurer les écosystèmes, renforcer la sécurité alimentaire et consolider l'autonomie des communautés. Elles ont également posé les bases d'une gestion intégrée et durable des ressources naturelles, essentielle pour faire face aux défis climatiques à long terme. Ce projet a fait l'objet d'une émission *Esprit solidaire* (lire en p. 14). ■

SÉNÉGAL

Sensibiliser à la gestion de l'hygiène menstruelle dans des écoles

En partenariat avec la Fédération Kajoor Jankeen



ACTION SOLIDAIRE POUR L'ÉDUCATION ET LE DÉVELOPPEMENT



Dans de nombreuses régions du Sud global, les jeunes filles sont discriminées dans leur parcours scolaire en raison de leurs menstruations. Au Sénégal notamment, elles interrompent plus souvent leurs études ou manquent davantage les cours pour cette raison. Le manque d'installations sanitaires dans les établissements, l'absence de sensibilisation à l'hygiène menstruelle, les difficultés d'accès aux antidouleurs, ainsi que les tabous entourant la période des règles, constituent les principales raisons de leur absentéisme. Pour leur permettre d'améliorer leurs résultats scolaires et de renforcer leurs opportunités professionnelles, le projet soutenu par l'association genevoise ASED (Action solidaire pour l'éducation et le développement), avec son partenaire local, vise à renforcer la gestion de l'hygiène menstruelle dans neuf écoles de la région

de Thiès ; dans cette zone, une fille sur dix est absente de l'école pendant son cycle menstruel.

Parmi les activités prévues : la mise aux normes des infrastructures sanitaires, en particulier des blocs sanitaires qui devraient disposer de toilettes séparées pour les filles et les garçons, d'un lavabo avec de l'eau courante, de poubelles et de produits d'hygiène ; l'amélioration de l'accès aux antalgiques et aux serviettes hygiéniques ; l'organisation de sessions de sensibilisation dans les écoles et les communautés.

Le nombre de bénéficiaires direct-e-s du projet se monte à 8500 personnes dont environ 5000 filles et femmes. Au terme de celui-ci, elles devraient pouvoir compter sur le soutien de leur communauté pour poursuivre leur scolarité dans des conditions égales à celles des garçons. ■



BRÉSIL

Renforcer l'autonomie des femmes par l'artisanat et l'agriculture biologique

En partenariat avec le Centre d'agriculture alternative Vicente Nica (CAV)



© E-CHANGER

Dans l'État de Minas Gerais, la vallée du Jequitinhonha est une région rurale confrontée à de fortes inégalités socio-économiques et à un manque d'opportunités économiques pour les communautés locales. Dans ce contexte, E-CHANGER et son partenaire, le CAV, mènent un projet visant à renforcer l'autonomie des femmes grâce à l'artisanat et l'agriculture biologique. Il s'inscrit dans une démarche d'échange de savoirs et de renforcement des capacités locales, avec l'accompagnement d'un coopérateur. Le projet soutient des associations d'artisanes et d'agricultrices dans leur structuration, leur organisation et la gestion de leurs activités. L'appui du coopérateur a permis de mettre en place des formations en matière de gestion, planification et utilisation d'outils numériques simples. Ce ren-

forcement en matière d'économie sociale et solidaire a contribué à améliorer la production, faciliter la commercialisation et augmenter les revenus. Par la mise en réseau et le partage de compétences, les femmes ont pu renforcer leur autonomie économique et leur participation aux dynamiques locales.

Au total, le projet a bénéficié directement à plus de 1200 personnes, dont 600 femmes artisanes et 70 familles d'agriculteurs et agricultrices, avec des retombées positives pour plus de 7500 habitant-e-s de la région. Il a contribué à consolider les structures locales et à promouvoir des pratiques durables, fondées sur l'agriculture biologique et l'économie solidaire, soutenant ainsi des dynamiques locales d'émancipation et de développement à long terme. ■

UGANDA

Formation professionnelle et création d'opportunités pour les jeunes

En partenariat avec
Kaleke Kasome Foundation

Rise Uganda
EDUCATION MATTERS



© Catherine Dubouloz Chantre

Dans le district rural de Mpigi, où les jeunes représentent une grande part de la population mais font face à un chômage élevé et à un accès limité à l'emploi, Rise Uganda et son partenaire local Kaleke Kasome Foundation soutiennent un projet de formation professionnelle en boulangerie. Son objectif ? Renforcer l'autonomie économique des jeunes en leur offrant des compétences adaptées au marché local.

Le projet prévoit la création d'un espace de formation équipé et la mise en place d'un programme pratique destiné à des jeunes entre 15 et 25 ans, dont au moins la moitié de femmes. Les participant-e-s suivent des cours de boulangerie et de pâtisserie, complétés par des ateliers sur l'entrepreneuriat, la gestion et l'accès au marché du travail. Un accompagnement individualisé et un système de mentorat doivent permettre aux

bénéficiaires d'accéder à un emploi ou de créer leur propre activité.

Dans un premier temps, quelque 25 jeunes vulnérables seront formés, dont au moins la moitié de femmes, et verront leurs compétences professionnelles et entrepreneuriales renforcées. Plus de 100 membres de leurs familles et de leur communauté bénéficieront indirectement du projet, grâce à une amélioration du revenu familial par exemple. Enfin, le programme encourage la création d'un réseau d' alumni afin de renforcer l'entraide entre les participant-e-s et de soutenir le développement d'initiatives économiques locales. En proposant ainsi des perspectives de revenu durables, ce projet contribue à améliorer l'employabilité des jeunes et à stimuler l'économie locale dans une région fortement marquée par l'économie informelle. ■



BÉNIN

Atelier d'échanges sur l'émancipation des femmes rurales

En partenariat avec ECOBENIN



PLATEFORME
SOVERAINETÉ
ALIMENTAIRE



© Olyvia Sossou - Afrique Bénin pour la PSA

En octobre 2025, au nom de la Plateforme souveraineté alimentaire (PSA), Terezo et DM ont organisé à Grand-Popo, au Bénin, un atelier d'échanges consacré aux leviers d'émancipation des femmes rurales en Afrique francophone. Réunissant près de 40 participant.e.s issu.e.s de huit pays d'Afrique de l'Ouest et centrale, ainsi que des représentant.e.s d'organisations partenaires européennes, cette rencontre a permis de mutualiser des expériences et de renforcer les dynamiques régionales autour de l'agro-écologie et de la souveraineté alimentaire. Les travaux ont porté sur l'accès des femmes aux ressources productives (terre, crédit, intrants), leur autonomisation économique à travers la transformation et la commercialisation des produits locaux, ainsi que leur participation aux espaces décisionnels. Les échanges ont également mis en lumière les obstacles persistants : inégalités

structurelles, violences économiques et basées sur le genre, faible reconnaissance du rôle des femmes dans les filières agricoles. L'atelier a abouti à l'élaboration d'un plaidoyer commun, la Déclaration de Grand-Popo, appelant autorités locales, chefs coutumiers et religieux à garantir l'application des lois et un accès équitable aux ressources. Présentée lors d'un événement agroécologique national, cette déclaration constitue un outil de dialogue et d'influence.

Un curriculum de formation et un argumentaire de plaidoyer ont par ailleurs été développés afin de renforcer durablement les capacités des organisations partenaires. Dans un contexte régional marqué par des fragilités politiques et sécuritaires, cette initiative a consolidé les alliances et contribué à inscrire l'égalité de genre au cœur des systèmes alimentaires locaux. ■

SUISSE

Exposition sur la migration : « Toutes les routes mènent à Lancy »

En partenariat avec Lancy d'Autrefois



© Helvetas/K.M. Asad

À Lancy, commune fortement marquée par la diversité des parcours de vie, une exposition originale propose d'explorer la migration à travers le prisme de l'éducation et des histoires personnelles. Conçue par la section genevoise d'Helvetas et l'association Lancy d'Autrefois, elle est présentée depuis l'été 2025 et se poursuivra jusqu'en juin 2026 à l'Arcade du Vieux Lancy (*horaires sur le site de la FGC*).

Une dizaine de panneaux et une station issue de l'exposition d'Helvetas *Sur les routes du monde* (présentée au Musée en plein air Ballenberg en 2024) mettent en dialogue récits d'hier et d'aujourd'hui, entre ancrage local et perspective globale. L'installation permet à l'ONG de mettre en lumière le travail de la coopération internationale pour offrir de meilleures conditions de vie aux personnes qu'elle soutient, au cours de leur parcours migratoire, lors d'un retour au pays

ou pour informer sur la migration. Des figures historiques liées à Lancy côtoient des témoignages contemporains, illustrant comment l'accès à l'éducation peut transformer des trajectoires et ouvrir de nouvelles perspectives, ici et ailleurs.

L'exposition s'adresse au grand public et aux écoles genevoises. Des visites guidées et une brochure pédagogique accompagnent les classes de 7 à 12 ans. Près de 700 personnes devraient s'y rendre, dont environ 350 élèves.

Dans un contexte où la migration est souvent perçue négativement, *Toutes les routes mènent à Lancy : éducation et parcours migratoires, hier et aujourd'hui* favorise la réflexion, le dialogue et le vivre-ensemble. En rappelant l'apport des migrations passées et présentes, l'exposition contribue à renforcer la cohésion sociale et la solidarité, à l'échelle communale comme globale. ■












INFORMATIONS INSTITUTIONNELLES

PARTENAIRES AVEC ACCORD-CADRE

 <p>Schweizerische Eidgenossenschaft Confédération suisse Confederazione Svizzera Confederaziun svizra</p> <p>Direction du développement et de la coopération DDC</p>	 <p>REPUBLIQUE ET CANTON DE GENEVE</p> <p>POD TONERBAS LUR</p>	 <p>VILLE DE GENÈVE</p>	
 <p>Commune de Bernex</p>	<p>Soutenu par la</p>  <p>VILLE DE CAROUGE</p>	 <p>CHÊNE-BOUGERIES</p>	 <p>CHÊNE BOURG</p>
 <p>Commune de Confignon</p>	 <p>Ville du Grand-Saconnex</p>	<p>Ville de Lancy</p> 	 <p>MEYRIN</p>
 <p>onex Ville de progrès HELVÉTIQUE ET CANTON DE GENEVE</p>	 <p>Commune de Plan-les-Ouates</p>	 <p>PREGNY-CHAMBÉSY</p>	 <p>Satigny</p>
 <p>VILLE DE THONEX</p>	 <p>VERNIER Une Ville pas Commune</p>	 <p>Ville de Versoix</p>	 <p>COMMUNE DE VEYRIER</p>

PARTENAIRES SANS ACCORD-CADRE

 <p>AIRE-LA-VILLE</p>	 <p>ANIÈRES</p>	 <p>CHOULEX</p>	 <p>Commune de Collex-Bossy</p>	 <p>COMMUNE DE COLLONGE-BELLERIVE</p>
 <p>CHÊNE-BOUGERIES</p>	 <p>Meinier</p>	 <p>Commune de presinge</p>	 <p>COMMUNE DE PUPLINGE</p>	

Renouvellement d'accords-cadres pour la période 2025-2028

Les contrats de financement pluriannuel pour la période 2025-2028 sont entrés en vigueur avec le Canton de Genève, pour un montant de 3 millions de francs (*voir page 36*) et la Ville pour 2,49 millions de francs. Pour les communes genevoises, à la suite des élections municipales du printemps, la plupart des accords-cadres pour la période 2026-2030 ont été renégociés en 2025 ou doivent encore l'être en 2026. Les partenariats avec les communes de Bernex, Chêne-Bougeries, Chêne-Bourg, Confignon, Lancy, Versoix et Veyrier ont ainsi été renouvelés. De plus, 13 rencontres ont été organisées avec le Canton et la Ville de Genève, ainsi que les communes d'Anières, Chêne-Bougeries, Lancy, Meyrin, Satigny, Thônex, Vandœuvres et Versoix.

Le partenariat avec la DDC s'inscrit dans un contexte de restrictions budgétaires au niveau fédéral. En 2025, à la suite des coupes décidées par les Chambres fédérales, la contribution de la DDC s'est établie à 3,9 millions de francs, en baisse de 10,5% (462 000 francs).

En 2025, 28 collectivités publiques partenaires ont confié une partie ou la totalité de leurs fonds consacrés à la solidarité internationale à la FGC, déléguant ainsi au Secrétariat et à ses instances l'analyse et le suivi des projets. Entretenir des relations de confiance avec elles est essentiel pour la FGC puisqu'elles financent les projets de développement, d'information et de partage des savoirs proposés par ses organisations membres.

Pour permettre à la FGC d'assurer le travail d'évaluation et de suivi des projets qu'elles lui confient, la majorité des collectivités publiques partenaires contribue également à ses frais de fonctionnement.

Nous remercions très chaleureusement les collectivités publiques partenaires de longue date et les communes genevoises récemment associées à la FGC qui, par leur confiance, donnent les moyens, à la Fédération et à ses OM, de poursuivre leurs activités d'information à Genève et de coopération au développement sur le terrain. Sans elles, la mission de la FGC ne pourrait pas se réaliser. ■



Vers une culture commune au sein du FEDERESO

En 2025, à la demande de la Direction pour le développement et la coopération (DDC), les sept fédérations réunies au sein du FEDERESO (le Réseau des fédérations cantonales de coopération internationale de Suisse latine) ont pour la première fois présenté un programme commun afin d'obtenir un financement pour les années 2026, 2027 et 2028. Cette collaboration renforcée a entraîné une nouvelle manière de collaborer, plus intégrée et innovante, permettant l'émergence d'indicateurs communs. Toutefois, chaque fédération conservera un financement spécifique sur la base de son budget.

La demande de contribution commune s'inscrit dans un contexte de diminution des budgets de la coopération internationale, touchant notamment les ONG. Elle met tout particulièrement l'accent sur le programme international des fédérations, c'est-à-dire les projets et programmes de leurs organisations membres.

Le FEDERESO est constitué par la FGC (Genève), la Fedevaco (Vaud), la FICD (Jura et Berne francophone), la FOSIT (Tessin et Grisons italophones), Latitude 21 (Neuchâtel),

Fribourg-Solidaire et Valais Solidaire. Il représente 250 organisations de développement et plus de 200 expert-e-s bénévoles au sein des différentes commissions. Les fédérations entretiennent des liens privilégiés avec les collectivités publiques, en particulier les 122 communes ou cantons partenaires qui allouent des fonds, auxquels s'ajoutent ceux de la DDC. La coordination du FEDERESO est assurée à mi-temps par Antonella Simonetti, rattachée à la FGC.

La force du bénévolat

Comme les autres fédérations, la FGC ne pourrait exister sans le travail bénévole de niveau professionnel d'une cinquantaine d'expert-e-s, qui siègent dans ses instances et lui offrent leur temps comme leurs compétences (*voir page suivante*). Nous les remercions sincèrement. Cet engagement est estimé à 7000 heures, correspondant à quatre équivalents plein temps. Le travail des instances permet d'évaluer les projets de développement, d'information et de partage des savoirs, de les clôturer et de définir les orientations stratégiques de la FGC. ■



INSTANCES BÉNÉVOLES

CONSEIL

Dominique Rossier Présidente
 Renate von Davier Vice-présidente
 Christiane Bruttin
 (jusqu'au 10.04.2025)
 Jean-François Cuénon
 (dès le 10.04.2025)
 Ester Dross
 Daniele Fino (dès le 10.04.2025)
 Serge Ghinet
 Pierre Louis Monteil
 Gaspard Nordmann
 (dès le 10.04.2025)
 Pierre Olivier
 Frédéric Renevey
 (jusqu'au 26.03.2026)
 Christophe Roduit
 Anne Simon
 Liliana Soler-Gomez
 Stanislas Zuin

COMMISSION DE CONTRÔLE FINANCIER DES PROJETS

Renate von Davier
 Représentante du Conseil
 Serge Ghinet
 Suppléant de la représentante du Conseil
 Ursula Forero
 Représentante de la Commission technique (CT)
 Leny Mora-Monteros
 Suppléant pour la Commission de contrôle financier des comptes
 Léa Oswald
 Suppléante de la représentante de la CT
 Céline Wilhelm
 Représentante de la Commission de contrôle financier des comptes
 Les membres concerné-e-s du Secrétariat participent aux travaux de la commission avec voix consultative

COMMISSION DE CONTRÔLE FINANCIER DES COMPTES

Leny Mora-Monteros
 Céline Wilhelm

COMMISSION TECHNIQUE (CT)

Ester Dross Coprésidente
 Liliana Soler-Gomez
 Coprésidente
 Ivan Bartolini (jusqu'au 26.03.2026)
 Florian Bielser
 Luna Caicedo Gómez
 Cari Clemente (jusqu'au 10.04.2025)
 Chloé Collier
 Paulo David (dès le 04.12.2025)
 Léa Desprez (dès le 26.06.2025)
 Marion Dunand
 Ursula Forero
 Aurélien Ghose
 Wassila Mansouri
 Philippe Martignano
 Richard Mukundji
 Earl Noelte
 Victoire Ongmanong Ethet
 Léa Oswald
 Nina Quintas
 Kolou Studer
 Marcia Vargas Padilla
 (dès le 04.12.2025)
 Françoise Weber (dès le 26.06.2025)

COMMISSION D'INFORMATION

Pierre Olivier Président
 (dès le 10.04.2025)
 Christiane Bruttin
 Présidente (jusqu'au 10.04.2025)
 Héloïse Amez-Droz
 Carole Ballanfat
 Gladys Corredor
 Bruno Medroa
 Adrien Messein-Carrard
 Raffaele Morgantini
 Martyna Olivet
 Marion Petrocchi
 Sonia Rodriguez
 (jusqu'au 26.06.2025)
 Marina Tognola

COMMISSION DU PARTAGE DES SAVOIRS

Pierre Louis Monteil
 Président et représentant du Conseil
 Serge Ghinet
 Suppléant du représentant du Conseil

Héloïse Amez-Droz
 Suppléante du représentant de la Commission d'information (CI)
 (dès le 10.04.2025)
 Christiane Bruttin
 Christiane Gradis-Johannot
 Olivier Grobet
 Jean-Dominique Jacquemet
 (jusqu'au 26.03.2026)
 Béatrice Keller (jusqu'au 04.12.2025)
 Alejandro Mackinnon
 Adrien Messein-Carrard
 Représentant de la CI (dès le 10.04.2025)
 Juliette de Montmollin
 Earl Noelte Représentant de la Commission technique (CT)
 Léa Oswald
 Suppléante du représentant de la CT

PERSONNEL SALARIÉ

En 2025, l'équipe du Secrétariat était composée de 10 personnes (9 collaboratrices et collaborateurs, ainsi qu'un civiliste), soit 7,3 postes fixes en équivalents plein temps.

SECRETARIAT

Catherine Schümperli
 Younossian Secrétaire générale 100%
 Florian Tissot Secrétaire exécutif 80%
 Émilie Anderson Mottier
 Coordinatrice des projets de développement 90%
 Michaela Büschi
 Coordinatrice du partage des savoirs 80%
 Bruno Carvas
 Chargé de la comptabilité et de l'administration 80%
 Carol Dolorier de Haller
 Coordinatrice des projets d'information 60%
 Catherine Dubouloz Chantre
 Chargée de communication 90%
 Marjolaine Rion
 Coordinatrice des projets de développement 90%
 Ophélie Vigneau
 Adjointe de la secrétaire générale 60%
 Antonella Simonetti
 Coordinatrice du FEDERES0 50%, rattachée administrativement à la FGC
 Lucas Gios et Barthélémy Tripod
 Civilistes



Les contributions reçues en 2025

Les contributions des collectivités publiques reçues par la FGC s'élèvent, en 2025, à 14 085 403 CHF. À cela s'ajoutent 688 412 CHF (4,66 %) de recettes diverses, dont les cotisations des membres, le remboursement des fonds à réaffecter et des recettes propres comme des revenus locaux, pour atteindre 14 773 815 CHF de recettes totales en 2025.

Les contributions versées, en 2025, par la FGC pour les projets se répartissent comme suit :

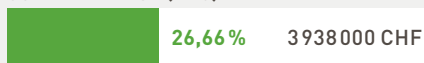
- Pour les **projets de développement** : 12 780 698 CHF pour 129 projets et trois plans d'action.
- Pour les **projets d'information en Suisse** : 182 277 CHF pour neuf projets en 2025.
- Pour les **projets de partage des savoirs** : 95 015 CHF pour cinq projets et le soutien à la Plateforme Souveraineté alimentaire (PSA) pour un montant de 40 380 CHF.

Les frais de fonctionnement représentent 8,81 % des dépenses totales de la FGC. Ils comprennent les salaires du Secrétariat, le loyer et l'entretien des bureaux, ainsi que les frais des instances de la FGC.

Ils ont été couverts par la DDC, le Canton et la Ville de Genève, ainsi que par les communes de Bernex, Carouge, Chêne-Bougeries, Chêne-Bourg, Collonge-Bellerive, Coligny, Confignon, Grand-Saconnex, Lancy, Meyrin, Onex, Plan-les-Ouates, Presinge, Satigny, Thônex, Vernier, Versoix et Veyrier. Ce soutien est essentiel puisqu'il permet à la FGC d'assumer les fonctions d'accompagnement, de formation et de suivi qui garantissent la qualité des projets soutenus. ■

RÉPARTITION DES CONTRIBUTIONS REÇUES EN 2025

CONFÉDÉRATION (DDC)



CANTON DE GENÈVE



VILLE DE GENÈVE



COMMUNES GENEVOISES (HORS VILLE DE GENÈVE)

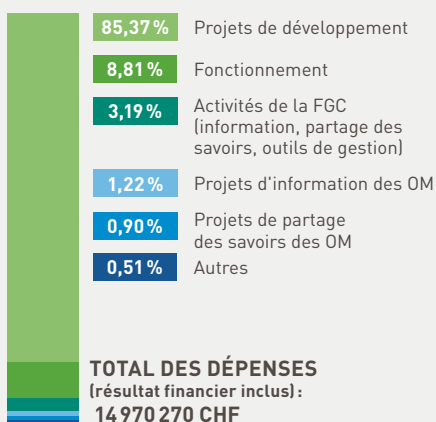


AUTRES



TOTAL 14 773 815 CHF

DÉPENSES DE LA FGC EN 2025



Bilan au 31.12.2025 (en CHF)

ACTIF	2025	2024
ACTIFS CIRCULANTS	726 837	1 129 217
Liquidités	498 006	98 719
– PostFinance	489 582	97 994
– Banque CLER	7486	206
– Banque CLER - Compte DDC	-14	46
– Banque BCGE	329	425
– Caisse	623	48
Créances à court terme	178 831	151 148
– Débiteurs divers	48 769	16 729
– Participation financière à recevoir	130 062	134 419
Comptes de régularisation d'actifs	50 000	879 351
– Actifs transitoires	50 000	879 351
ACTIFS IMMOBILISÉS	211 316	344 139
– Parts sociales	500	500
– Garanties de loyer et cautionnements	26 042	33 165
– Immobilisations corporelles	11 474	21 309
– Immobilisations incorporelles affectées	173 299	289 165
TOTAL ACTIFS	938 152	1 473 357
PASSIF		
ENGAGEMENTS À COURT TERME	51 849	390 599
– Contributions à verser aux organisations membres	40 000	380 535
– Créanciers divers et passifs transitoires	11 849	10 064
FONDS AFFECTÉS	333 803	605 669
– Fonds DDC affectés aux projets	0	0
– Fonds DDC affectés au partage des savoirs	0	0
– Fonds DDC affectés aux « Études et bilans »	0	0
– Fonds de l'État de Genève affectés aux projets	26 288	0
– Fonds de la Ville de Genève affectés aux projets	0	0
– Fonds communes genevoises (hors Ville de Genève) affectés aux projets	59 609	164 120
– Fonds projets à réaffecter	37 504	218 295
– Fonds pour l'information	63 819	0
– Fonds partage des savoirs	829	0
– Fonds coordination renforcée du FEDERESO	0	4 200
– Fonds outils informatiques	145 754	219 053
CAPITAL LIBRE	552 500	477 089
– Capital en début d'exercice	477 090	485 316
– Résultat annuel de l'exercice	101 698	-8 227
– 75 % de la part État de Genève sur bénéfice à affecter aux projets	-26 288	-
– Capital après déduction de la part-bénéfice	552 500	477 089
TOTAL PASSIF	938 152	1 473 357



Compte d'exploitation 2025 (en CHF)

PRODUITS	2025	2024
PRODUITS AFFECTÉS		
Fonds projets de développement et projets d'information	12 354 050	12 967 526
– DDC	3 226 553	3 624 930
– État de Genève	2 610 000	2 670 000
– Ville de Genève	2 161 635	2 218 250
– Communes genevoises (hors Ville de Genève)	4 355 862	4 454 346
Fonds pour l'information	193 960	113 024
– État de Genève	30 000	30 000
– Ville de Genève	37 485	36 750
– Communes genevoises (hors Ville de Genève)	51 475	45 842
– Participation FGC sur les cotisations des membres	20 000	432
– Subventions du secteur privé	55 000	0
Fonds partage des savoirs	309 835	268 211
– DDC	300 000	268 211
– Recettes diverses	9 835	0
Coordination renforcée du FEDERESO	72 061	70 000
– DDC	35 687	35 000
– Contributions des fédérations cantonales	36 374	35 000
Outils informatiques de gestion	100 000	100 000
– Cotisations des membres	80 000	100 000
– Fonds privés	20 000	0
Fonds à réaffecter rendus par les organisations membres	323 623	374 090
Fonds affectés au fonctionnement	375 760	471 859
– DDC	375 760	471 859
TOTAL DES PRODUITS AFFECTÉS	13 729 289	14 364 710
PRODUITS NON AFFECTÉS		
Contributions du secteur public au fonctionnement :	900 946	674 979
– État de Genève	360 000	300 000
– Ville de Genève	299 880	244 000
– Communes genevoises (hors Ville de Genève)	241 066	130 979
Total autres recettes	143 580	122 646
– Cotisations des membres	147 783	151 752
– Affectation des cotisations des membres aux fonds affectés	-100 000	-100 432
– Revenus locatifs	47 244	47 244
– Autres recettes diverses (dont indemnités remboursées)	48 553	24 082
TOTAL DES PRODUITS NON AFFECTÉS	1 044 526	797 625
TOTAL PRODUITS	14 773 815	15 162 335

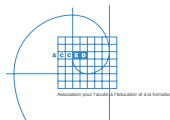
Compte d'exploitation 2025 (en CHF)

DÉPENSES	2025	2024
DÉPENSES SUR PROJETS	-13 651 681	-13 971 333
Projets de développement et projets d'information	-12 962 975	-13 306 149
Fonds pour l'information	-130 141	-113 218
Fonds partage des savoirs	-309 006	-336 273
– Frais de personnel sur partage des savoirs	-126 006	-125 304
– Activités et projets «Échanges et apprentissages»	-133 000	-78 134
– Activités et projets «Études et bilan»	-50 000	-132 835
Coordination renforcée du FEDERESO	-76 261	-71 109
Outils informatiques de gestion	-173 299	-144 583
– Frais de personnel sur outils informatiques de gestion	0	0
– Coûts de déploiement de la solution informatique	0	0
– Amortissement	-173 299	-144 583
FONCTIONNEMENT	-1 318 357	-1 277 440
Frais de personnel	-1 029 694	-999 477
– Administratif et gestion	-344 962	-469 238
– Suivi institutionnel et consolidation des partenariats	-93 851	-21 013
– Analyse et suivi des projets de développement	-305 815	-274 837
– Information, sensibilisation (y compris suivi des projets)	-231 536	-234 389
– Travail en commun FEDERESO	-53 530	–
Loyer et frais généraux	-123 604	-123 498
Matériel, mobilier, équipement	-99	-335
Frais administratifs et informatiques	-64 189	-35 636
Frais de fonctionnement des instances et représentations	-45 603	-40 855
Mission/formation continue du Secrétariat	-20 074	-21 474
Contributions aux réseaux institutionnels	-7098	-25 250
Contrôles financiers des comptes	-18 161	-21 080
Amortissement mobilier	-9835	-9835
Suivi et contrôle des projets	0	0
Pertes sur débiteurs	0	0
TOTAL DÉPENSES	-14 970 038	-15 248 773
Résultat d'exploitation	-196 223	-86 437
– Résultat financier	-231	-271
– Résultat hors exploitation	0	0
– Résultat exceptionnel (Covid-19)	0	0
Résultat avant variation des fonds	-196 454	-86 708
– Attributions aux fonds	-13 729 289	-14 364 710
+ Utilisations des fonds	14 027 441	14 443 192
RÉSULTAT ANNUEL	101 698	-8227
75 % de part État GE sur résultat annuel à affecter aux projets	-26 288	–
RÉSULTAT NET	75 410	-8227

59

organisations membres de la FGC

Au 31 décembre 2025,
la Fédération comptait
59 organisations membres.





ASACH



HUMANITEL



KOMBIT



Les organisations membres Actares et la Cotmec ont démissionné avec effet au 31 décembre 2025.



Liste détaillée des OM

AccEd, Association pour l'accès à l'Éducation et à la Formation	ACCE	www.acced.ch
ADAP, Association pour le développement des aires protégées	ADAP	www.adap.ch
Aide suisse à l'action communautaire en Haïti	ASAC	–
ASED, Action solidaire pour l'éducation et le développement	ASED	www.asedswiss.org
Assafi, Association d'appui aux femmes ituriennes – RD Congo	ASSA	www.assafi.org
Association Bambi	BAMB	www.association-bambi.ch
Association CEAS – Genève (AS-CEAS)	CEAS	www.ceas.ch/s-engager/devenir-membre-asceas.html
Association de solidarité Nicaragua – El Salvador	ANS	www.ans-ge.ch
Association Kallpa – Genève	KALL	www.kallpa.ch
Association Kombit	KOMB	–
Association La Florida – Pérou	FLOR	–
Association Suisse-Cameroun	ASC	–
Assotic, Association de soutien au Théâtre des Intrigants – Congo	ASSO	www.assotic.ch
AWRA, Afghanistan's Women Rights Association	AWRA	www.awra.ch
Centrale sanitaire Suisse romande	CSSR	www.css-romande.ch
Centre Europe-Tiers Monde (CETIM)	CETI	www.cetim.ch
Cinémas des Trois Mondes	CTM	www.filmar.ch
E-CHANGER – Genève	ECHA	www.e-changer.org
Ecohumanita	ECOH	www.ecohumanita.ch
Eirene	EIRE	www.eirenesuisse.ch
emp'ACT	EMPA	www.emp-act.ch
Enfants du Monde	EDM	www.edm.ch
Espace Femmes International	EFI	www.esfemint.ch
FH Suisse	FH	www.fh-suisse.ch/fr/
Fondation Ciomal	CIOM	www.ciomal.org
Fondation le Balafon	BALA	www.lebalafon.ch
FdnF (Frères de nos Frères)	FDNF	www.fdnf.org
Glocal	GLOC	www.associationglocal.com
Graine de Baobab – Burkina	BAOB	www.grainedebaobab.org
Helvetas, section de Genève	HELV	www.helvetas.org

Humanitel	HUMA	–
IDH Suisse, Institut pour le développement humain	IDH	www.idhsuisse.ch
Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID)	IHEID	www.graduateinstitute.ch
IRED, Innovations et réseaux pour le développement	IRED	www.ired.org
IRHA, Alliance internationale pour la gestion de l'eau de pluie	IRHA	www.irha-h2o.org
Kaicedra	KAIC	www.kaicedra.org
Les Jardins de Cocagne - Solidarité Nord et Sud	JACO	www.cocagne.ch/c58/la-cooperative/solidarite-sud
Madre Tierra Suisse	MADR	www.madretierrasuisse.org
Magasins du Monde – Genève	MAGM	www.mdm.ch
Mouvement Populaire des Familles – Genève	MPF	www.mpf-ch.org
MCI, Mouvement pour la coopération internationale	MCI	www.mcifgc.ch
Omoana Genève	OMOA	www.omoana.org
Philea	PHIL	www.philea.coop
Public Eye	PUBL	www.publiceye.ch
RAFAD, Recherches et applications de financements alternatifs au développement	RAFA	–
Rise Uganda	RISE	www.riseuganda.ch
Secodev	SDEV	www.secocodev.ch
Société religieuse des Amis en Suisse, Quakers – Genève	QUAK	www.swiss-quakers.ch
Solidar Suisse Genève	SOLI	www.solidar.ch/fr/a-propos/equipe/solidar-suisse-geneve
SuisseDev, Association suisse de développement en Afrique subsaharienne (anciennement ASVD)	SUDE	www.suissedev.org
Swissaid Genève	SWGE	www.swissaid.ch/fr/associations/geneve
Commission de la solidarité internationale du SIT	SIT	www.sit-syndicat.ch
Tereo	TERE	www.tereo.ch
Terre des Hommes Suisse	TDH	www.terredeshommesuisse.ch
Traditions pour Demain	TRAD	www.tradi.info
Unis avec le Togo	UAT	www.uatsuisse.ch
Uniterre, Commission internationale	UNIT	www.uniterre.ch
UrbaMonde	URBA	www.urbamonde.org
Utopie Nord-Sud	UNS	www.utopie-nord-sud.ch

FEDERATION GENEVOISE DE COOPERATION

Mettons le monde en mouvement

IMPRESSUM

FÉDÉRATION GENEVOISE DE COOPÉRATION

Rapport annuel 2025

ÉDITRICES

Catherine Schümperli Younossian (secrétaire générale)

Dominique Rossier (présidente)

RÉDACTRICE RESPONSABLE

Catherine Dubouloz Chantre (chargée de communication)

MAQUETTE ET MISE EN PAGE

Sophie Marteau

IMPRESSION

ATAR Roto Presse SA Genève

Imprimé à 1000 exemplaires sur du papier certifié FSC

100% recyclé. Genève, mai 2026



CONTACT

📍 Fédération genevoise de coopération (FGC)
Rue Rothschild 22 A, 1202 Genève

☎ +41 22 908 02 80

@ fgc@fgc.ch

🌐 www.fgc.ch

f www.facebook.com/fgcgeneve

www.instagram.com/fgcgeneve

in www.linkedin.com/company/fgcgeneve/

📺 Fédération genevoise de coopération FGC

